

LE JOURNALISME

Le métier de tous les risques

S'il est un métier à risque, c'est bien le journalisme. Et pourtant, j'ai exercé cette profession pendant une quarantaine d'années, et à l'intérieur de celle-ci un peu toutes les fonctions possibles, du secrétariat de rédaction à celle d'envoyé spécial en zones de guerre ou sur de grandes catastrophes naturelles, sans prêter autrement attention aux risques encourus. Je ne crois pourtant pas être une tête brûlée ou un inconscient et j'ai plutôt été considéré tout au long de ces années comme quelqu'un de réfléchi, n'agissant pas à la légère.

En me penchant plus sérieusement sur le sujet, pour répondre à la demande d'*Atala*, j'ai mieux pris conscience de son importance et de son étendue. J'ai assez vite abouti à la conclusion que, si je n'y ai jamais accordé trop d'importance auparavant, c'est tout simplement parce que le risque, ou, pour être plus précis, les risques, sont inhérents à la profession de journaliste. Et si le pluriel s'impose, c'est que les risques sont multiples et variés, selon la fonction précise exercée, le moment et le lieu, et peuvent être aussi bien physiques qu'intellectuels ou moraux.

Si l'on interroge un journaliste sur les raisons qui l'ont amené à choisir ce métier, il parle en général de curiosité, de désir de communiquer, de refus de la routine, mais il ne mettra jamais en avant le goût du risque. Celui-ci peut être parfois un facteur de découragement, mais c'est aussi, et le plus souvent, un formidable stimulant. De toutes façons, tout au long de sa carrière et quels que soient sa fonction, l'organe de presse dont il dépend, et le lieu où il l'exerce, le journaliste se trouve confronté à des risques, parfois isolés, parfois conjugués et il doit, le plus souvent, ne compter que sur lui-même pour y faire face.

Une carte de presse n'est pas un gilet pare-balles

L'Afghanistan, la Tchétchénie, le Kosovo après l'ex-Yougoslavie : autant de guerres pendant lesquelles les journalistes ont, une nouvelle fois, payé un lourd tribut pour tenter de fournir à leurs lecteurs ou télé-

spectateurs une information aussi exacte que possible, sans se contenter de diffuser la bonne parole des communiqués et la propagande des camps en présence. Sur ces terrains d'opérations, où il n'est généralement pas le bienvenu, sauf s'il accepte de se plier aux règles établies par les maîtres du terrain, le journaliste court les risques de toute personne se trouvant au milieu de combats, plus ceux qui tiennent à son statut de témoin, parfois gênant, et qu'il est facile d'éliminer en se cachant derrière une fortune de guerre.

« N'oubliez pas que la carte de presse n'est pas un gilet pare-balles » a-t-on coutume de répéter avant leur départ aux reporters envoyés sur un sujet « chaud ». Une boutade pour dissimuler de vraies appréhensions mais aussi un conseil avisé.

Car dans les conflits les plus récents, malgré les efforts déployés par les responsables militaires pour tenir les journalistes aussi loin que possible des combats, la liste des victimes de la profession s'est considérablement allongée. Aux accident imputables à un mauvais coup du sort se sont ajoutées, depuis une dizaine d'années environ et le conflit dans l'ex-Yougoslavie, des attaques visant les représentants de la presse en tant que tels, par esprit de vengeance, par volonté d'éliminer des témoins ou tout simplement pour s'emparer d'un matériel coûteux et dépouiller des victimes mal armées pour résister.

Les atteintes à l'intégrité physique de journalistes, dans l'exercice de leur métier, ne se limitent pas hélas aux seules zones de conflits. Chaque année, diverses associations de défense de la liberté de la presse ou des droits de l'homme dressent la liste des victimes de la répression contre la liberté d'informer : assassinats, enlèvements, prison et tortures sont, trop souvent et dans de trop nombreux pays, utilisés pour museler la presse. En quinze ans d'activité, l'association « Reporters sans frontières » qui se bat pour la liberté de la presse a répertorié près de 750 journalistes tués travers le monde, la plupart loin des champs de bataille, et relevé que, dans 95% des cas d'assassinats, exécuteurs et commanditaires demeurent impunis.

Pour tenter de mettre fin à cette détestable pratique, une nouvelle association, qui a reçu le soutien financier de la Communauté Européenne, a vu le jour début 2002, le « réseau Damoclès ». Ses objectifs sont simples : enquêter sur tous les assassinats de journalistes pour voir si la police et la justice locale ont fait leur travail, le faire à leur place s'il apparaît qu'elles ne l'ont pas fait et tenter de traîner les responsables devant les tribunaux, en se portant éventuellement partie civile. Présidée par le juge espagnol Garzon, qui s'est rendu célèbre en faisant arrêter et emprisonner le général Augusto Pinochet, la nouvelle association est consciente que, malgré le renfort espéré de la Cour

Internationale de Justice, son action ne sera pas reçue dans tous les pays mais elle espère du moins, à l'image des déboires du dictateur chilien, faire de tous ses semblables des parias condamnés à rester chez eux. Une menace susceptible de faire réfléchir quelques responsables politiques, qui ne seraient plus à l'abri que dans leur propre pays, mais aussi tous ceux qui, au nom de leurs intérêts, n'hésitent pas à employer la manière forte à l'encontre des journalistes dérangeants (une pratique courante des barons colombiens de la drogue, par exemple).

Si le risque d'élimination physique reste, heureusement, assez limité, les journalistes qui paient de leur liberté leur volonté de délivrer une information honnête se comptent par milliers et « Reporters sans frontières » a relevé en quinze ans plus de 10 000 cas d'emprisonnements de journalistes dans plus de 60 pays.

C'est toujours au nom de la raison d'État, de la protection de l'image du gouvernant ou du pays, que l'on embastille. Si la liberté de la presse est inscrite dans la charte des Nations-Unies, elle reste pour trop de responsables, politiques, militaires voire économiques, le droit de diffuser une information positive à leurs yeux et qui aille dans le bon sens. Les droits de penser différemment et d'exercer librement son esprit critique, peuvent sans cesse être remis en cause, même dans des pays où la pratique démocratique semble profondément ancrée.

Le tollé provoqué aux États-Unis par la décision de la direction de la rédaction de *Time Magazine* de choisir Oussama Ben Laden comme homme de l'année 2001 illustre bien la toute-puissance du « politiquement correct ». La décision de l'éditeur était pourtant dans la droite ligne d'une tradition qui veut que le choix porte sur la figure qui a le plus marqué l'année écoulée, sans que cela puisse passer pour une approbation politique ou morale de son action — d'une tradition qui s'est traduite dans l'histoire du magazine par des unes sur Hitler, Staline ou l'imam Khomeyni. Le risque pour l'éditeur, dans ce cas-là, n'est plus physique mais matériel. D'une part, ses journalistes risquent de voir beaucoup de portes se fermer, des sources d'informations se tarir. D'autre part, ce sont les finances qui peuvent être atteintes, comme l'a écrit dans le courrier des lecteurs un abonné qui a prévenu : « Si vous osez faire ça, vous allez faire faillite dès le lendemain. »

Au risque de déplaire

Car si l'assassinat ou l'emprisonnement de journalistes ne sont plus de mise dans les pays développés, il est d'autres moyens de faire pression sur la presse pour que son message ne soit pas trop discordant ni dérangeant et le risque là devient plus pernicieux, car il n'est plus physique mais moral et la ligne à ne pas franchir devient plus floue.

Toutes les chartes ou tous les codes de bonne conduite adoptés ici ou là par des rédactions insistent sur l'obligation de ne diffuser qu'une information honnête, exacte et complète et tout le monde s'accorde sur le principe. L'application scrupuleuse de cette règle est moins simple, car elle peut amener le journaliste à se heurter à des obstacles de taille, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur même de son organe de presse, et les pressions tendant à l'amener à une conception plus souple de la déontologie peuvent venir de bien des horizons.

La recherche de la vérité, au service du droit à l'information des citoyens, qui est l'essence même du journalisme, se heurte nécessairement aux intérêts politiques ou économiques de ceux qui, à tous les niveaux, détiennent ou pensent détenir un pouvoir quelconque et ne conçoivent l'information que lorsqu'elle va dans le bon sens, le leur. Tous les moyens sont bons alors pour arriver à leurs fins, bâton et carotte étant équitablement utilisés. Secret d'État, Secret Défense, Sécurité Nationale, l'arsenal est vaste des barrages opposés à la curiosité du journaliste en période de conflit. Depuis la guerre du Vietnam, perdue selon le Pentagone en grande partie à cause des médias, plus question de prendre de risques. Éloignés des théâtres d'opération avec interdiction de s'y rendre, les correspondants de guerre en sont réduits à exploiter les communiqués officiels. Ainsi, pendant la guerre du Golfe, tout journaliste surpris en dehors des zones « habilitées » par le service de presse des armées se voyait remettre dans un avion et son accréditation était annulée.

La tentation peut alors être grande de devenir « le bon élève », celui qui joue bien le jeu, sur qui on peut compter pour... non pas travestir la réalité, mais la présenter sous un angle positif, passer sur quelques ratés et laisser un peu l'esprit critique au vestiaire. Rien de bien méchant ni de quoi brandir le code de déontologie, mais cela permet de faire passer dans l'opinion publique le message désiré. C'est ainsi, par petites touches répétées, que l'armée irakienne est devenue la quatrième puissance militaire du globe, que des « experts » ont pu persuader le public que l'Irak était défendu par une super ligne Maginot ou qu'on pouvait livrer une guerre propre grâce à des armements sophistiqués permettant des frappes chirurgicales. Cas extrême pour situation exceptionnelle, pourrait-on rétorquer, mais ce serait une grosse erreur.

À l'autre bout de l'échelle (sans mettre dans cette expression le moindre jugement de valeur), le journaliste employé par un petit média local se trouve quotidiennement confronté à ceux pour qui, mais aussi sur qui, il écrit. Si l'un de ses papiers ou une chronique a déplu, il le sait très vite, et il faut un courage certain pour essayer les foudres de ceux que l'on côtoie journallement. En politique, le journaliste « ami »

aura droit à un traitement de faveur, on lui fera des petites confidences. Dans le secteur économique, ce seront plutôt les petits voyages, professionnels certes, mais sans négliger les à-côtés qui récompenseront les bonnes relations. Et, pour celui qui ne joue pas le jeu, la riposte est graduée, du conseil amical à la menace plus ou moins voilée, pour aller jusqu'aux pressions sur l'organe de presse qui l'emploie. L'indépendance de la presse, souvent proclamée haut et fort, est devenue très relative.

Les idées généreuses de la Libération ont fait long feu, ainsi que les textes sur la presse qui, pour éviter les dérives de l'entre-deux-guerres, devaient assurer son indépendance face aux pouvoirs de l'argent. Les hommes de presse qui avaient alors pris les rênes de la majorité des quotidiens ont peu à peu passé la main, la structure même des entreprises a changé, de grands groupes économiques et financiers (travaux publics, traitement des eaux, armement) ont racheté de nombreux titres et investi massivement dans l'audiovisuel. Le poids des contraintes économiques s'est amplifié. Gare au journaliste dont l'enquête devient dérangeante pour un gros annonceur au point de mettre en péril une importante recette publicitaire. Au mieux, son travail finira aux oubliettes. S'il insiste et feint de ne pas comprendre pourquoi une investigation pourtant bien faite et nourrie de faits avérés n'est pas utilisée, la porte n'est pas loin. Pas davantage question d'accepter que l'on parle en termes trop négatifs d'un pays dont les dirigeants sont prêts à signer de juteux contrats ou que l'on fasse trop de peine à un responsable politique « ami ».

La presse internationale s'est beaucoup intéressée à l'Afghanistan, surtout à la destruction des bouddhas géants, et s'est émue du sort réservé aux femmes. La croisade pour l'émancipation et la parité s'est concentrée sur les méchants talibans, mais continue d'ignorer superbement que le sort des femmes d'Arabie Saoudite ou des Émirats n'est guère plus enviable. On ne doit pas faire de peine à des pays dirigés par des amis. Du « Croyez-vous que c'est si important de parler de cela ? » au comminatoire « Pas question de traiter ce sujet » dans les colonnes du journal ou à l'antenne, tout journaliste se trouve un jour ou l'autre confronté au choix de se taire ou de passer outre. Choix toujours difficile, face auquel le journaliste se retrouve souvent seul face à lui-même, et pour lequel il n'existe aucune solution toute faite.

Responsabilité ou autocensure

Les enquêtes d'opinion sur l'image de la presse ou les débats sur l'information font régulièrement apparaître une certaine défiance du public, qui reproche souvent aux journalistes de pratiquer l'auto-

censure. Un bien grand mot qui, comme l'iceberg, ne montre qu'un tout petit bout d'une réalité beaucoup plus complexe.

Tout est-il bon à dire ou à écrire, parce que c'est la vérité, du moins celle du moment ? C'est une question qui se pose souvent dans les rédactions, même si le public ne le sait pas toujours. Du traitement d'un fait divers, plus ou moins sordide, à l'enquête sur une usine polluante, en passant par les coulisses de la gestion publique, tout thème de reportage peut donner lieu à débat. Faut-il ou non donner l'identité d'une personne mêlée à un fait divers, et à quel moment ? Faut-il montrer des photos, même si elles sont insoutenables ? Peut-on clouer un homme au pilori, si sa faute n'est peut-être qu'une erreur ? Jusqu'où doit-on traiter d'un sujet, quand les conséquences de sa diffusion peuvent avoir des effets négatifs ? Face à un thème donné, chacun a souvent sa vérité.

Les syndicalistes de l'usine de retraitement de déchets nucléaires de La Hague ont toujours défendu leur entreprise contre les associations écologistes, et on a retrouvé les mêmes affrontements dans la polémique autour de l'explosion en novembre 2001 de l'usine AZF de Toulouse. En Bretagne, quelques mois après la marée noire de l'Erika en décembre 1999, autorités locales et responsables du commerce et du tourisme ont commencé à se plaindre de reportages sur l'état des travaux de nettoyage du littoral, préjudiciables à son image de marque à l'approche des vacances de printemps. En photo ou en vidéo les questions sont du même ordre : peut-on montrer des images de cadavres déchiquetés ou carbonisés pour rappeler que la guerre n'est pas toujours propre ? Doit-on insister sur la détresse de proches de victimes pour mieux faire ressortir l'horreur d'une catastrophe ou d'un attentat ?

Non seulement le journaliste doit s'interroger sur l'intérêt de diffuser son information ou ses images, mais il doit aussi essayer d'évaluer comment elles vont être reçues et perçues. Face au doute, salutaire, qui l'assaille alors, c'est sur sa sensibilité, sa connaissance du métier mais surtout sur ses capacités intellectuelles que l'homme de presse doit pouvoir compter. Ce qui nous amène au plus grand risque que court le journaliste, le risque intellectuel.

L'exercice de cette profession se caractérise avant tout comme un travail intellectuel à toutes les étapes de sa réalisation : recherche de l'information, vérification, traitement et présentation. Et à tout moment existe le risque d'être trompé, de se tromper ou de ne pas être compris par le lecteur ou l'auditeur.

« Une information ne peut être diffusée que lorsqu'elle a été vérifiée. » C'est la règle la plus élémentaire du journalisme, la première qu'on apprend aux élèves dans les écoles de la profession, et qui semble suffisamment claire pour ne poser aucun problème. Elle n'a pas

empêché les envoyés spéciaux du monde entier de diffuser textes, photos et vidéos sur un prétendu charnier de Timisoara, lors de la révolution roumaine, alors qu'une vérification un peu sérieuse de l'information aurait vite permis de découvrir qu'il s'agissait d'une opération d'intoxication destinée à détruire définitivement l'image du couple Ceausescu et de faire passer sans problème, devant l'opinion publique internationale, son simulacre de jugement et son exécution sommaire. Tous les ingrédients étaient réunis pour que la manipulation fonctionne : absence d'interlocuteurs fiables pour vérifier les informations, accumulation de « rumeurs » sur les exactions du gouvernement, désir d'en finir avec l'un des derniers régimes staliniens, surenchère entre médias sur l'horreur de la situation. L'accumulation de ces mauvaises bonnes raisons ne saurait justifier le dérapage généralisé qui s'est alors produit, et beaucoup de ceux qui sont tombés dans ce piège se mordent encore les doigts de leur manque de vigilance.

Vigilance, un maître-mot et une règle de conduite, tout comme l'exercice de l'esprit critique. Car, si la presse est considérée comme le quatrième pouvoir, elle est à ce titre l'objet de toutes les haines et de toutes les sollicitudes, et certains n'hésitent devant rien pour l'utiliser à leurs fins personnelles. Le reporter va à la recherche de l'information, mais elle vient aussi très souvent à lui et la multiplication des agences ou services de communication, loin de lui faciliter la tâche, est aussi très souvent facteur de confusion. Le politique qui veut faire passer un message, l'industriel qui veut vanter son produit ou ses mérites, la collectivité qui tient à soigner son image font en sorte d'abreuver le journaliste en informations allant dans le sens qu'ils désirent, et il lui faudrait être bien naïf pour ne voir dans cette sollicitude qu'un désir de l'aider dans sa tâche.

On a longtemps donné l'enquête sur le scandale du Watergate menée par les journalistes du *Washington Post* comme un modèle de journalisme d'investigation. La pugnacité de Bob Woodward et Carl Bernstein leur a permis de briser le mur du silence entourant les agissements de l'équipe présidentielle et a débouché sur la démission du président Richard Nixon. Pourtant, avec le recul, il est apparu que les deux journalistes, s'ils ont bien fait éclater la vérité, ont aussi été télé-guidés par des responsables politiques qui souhaitaient se débarrasser de Nixon et leur ont fourni les informations permettant de déstabiliser les proches du président, puis le président lui-même. L'essentiel dans ce cas, et c'est pour cela qu'il reste exemplaire, est que les deux journalistes n'ont utilisé ces informations qu'après s'être à chaque fois assurés de leur véracité, malgré les obstacles mis sur leur route et les tentatives d'intimidation de l'administration en place. Que leurs informateurs aient eu ou non intérêt à pousser le président Nixon à la

démission n'est finalement que secondaire, l'important étant que les journalistes aient permis au public de prendre connaissance d'un mode d'exercice du pouvoir incompatible avec la tradition américaine. C'est en cela que l'affaire du Watergate prend un caractère exemplaire.

Quotidiennement un journaliste reçoit des informations, provenant des sources les plus diverses. Elles ont un point en commun : elles répondent toujours à une motivation, souvent très avouable, parfois bien dissimulée. Le communiqué de presse d'une administration ou d'un parti politique, comme le dossier de presse d'un service de communication, ne laissent pas de place au doute. La seule question qui vaille à leur sujet porte sur l'intérêt réel que l'information qu'ils contiennent présente pour le public. En prenant bien sûr le soin de les replacer éventuellement dans leur contexte et d'ajouter les éléments d'information ou les rappels permettant au non-spécialiste de former son propre jugement. Le risque d'erreur augmente lorsque l'information vient d'une source plus informelle, voire n'est pas « sourcée » ou lorsqu'il s'agit d'une fuite délibérément organisée. Les motivations de l'informateur, lorsqu'il est identifiable, deviennent alors plus difficiles à cerner... et l'utilisation éventuelle de ces révélations implique des vérifications beaucoup plus poussées.

Difficile néanmoins de renoncer à « une bonne histoire » quand on a l'impression d'en tenir une, mais la règle est impérative : une information non vérifiée n'est pas une information et le concept d'intime conviction n'existe pas dans le journalisme.

La course aux gros tirage et à l'audience

Les bouleversements apportés par l'arrivée de l'audiovisuel, puis de l'internet, et surtout la vogue de l'information en boucle et en direct n'ont pas eu à cet égard des effets très bénéfiques. La télévision, par sa nature même, pousse à une mise en scène d'une information dans laquelle le spectacle prend le pas sur l'analyse. L'instantanéité de la transmission en direct, qui ne permet pas au journaliste de prendre le moindre recul face à l'événement qu'il découvre parfois en même temps que le téléspectateur, et la concurrence farouche entre chaînes pour gagner la bataille de l'audimat sont autant de facteurs négatifs. L'appât du *scoop*, qui ne veut plus dire grand chose après avoir été tant galvaudé (ou même falsifié, comme dans une toujours célèbre entrevue exclusive avec Fidel Castro), continue de fasciner. Mais pour être sûrs d'être les premiers à donner une information, certains prennent quelques libertés avec les nécessaires vérifications.

La pression de la concurrence n'arrange rien. Les journalistes, et surtout les envoyés spéciaux, ont souvent l'instinct grégaire. Pour des

questions de commodité ou de sécurité d'abord, le déplacement en groupe étant plus sûr en terrain périlleux. Pour avoir un œil sur ce que font les petits camarades aussi, car à l'autre bout de la chaîne, dans les rédactions, on regarde la production des concurrents et on lui compare celle de la maison. Difficile d'avoir une voix discordante, de ne pas aller dans le même sens que la majorité. « Pourquoi n'avons-nous pas eu telle information ? » « Untel le dit, donc ça doit être vrai. » « On est en décalage par rapport aux autres, il faudrait redresser le tir. »

Les conseils pressants, voire les injonctions de la rédaction centrale, sont parfois une aide mais comportent aussi le risque de pousser le reporter, sur le terrain, à négliger certaines vérifications pourtant indispensables. On l'a vu justement avec l'affaire du faux charnier de Timisoara, où l'information, non vérifiée au départ, a été reprise par tous les médias, chacun pensant que le voisin avait fait ce travail de vérification.

Les transmissions en direct et surtout la prolifération des chaînes d'information continue ont ajouté à la nécessité de faire vite celle de remplir. Passer les mêmes images en boucle peut devenir vite lassant. Quand ce sont les mêmes chroniques, cela devient vite insupportable et, de surcroît, cela donne à l'information diffusée, par l'effet de matraquage, une importance parfois démesurée. Pour meubler, on multiplie les micro-trottoirs. On fait parler des témoins qui n'ont rien vu ou on interroge à brûle-pourpoint des passants sur des sujets qu'ils ne connaissent pas ou sur lesquels ils n'ont pas d'opinion. Le journaliste devient un simple porteur de micro qu'il présente aux passants, souvent trop heureux, par ce biais, de « passer à la télévision ». Et on ne peut s'empêcher de penser à l'axiome de Coluche : « Quand on n'a rien à dire, on ferme sa gueule. »

Si le risque d'erreur, au niveau de la vérification de l'information, reste heureusement assez faible, pour quelqu'un qui fait honnêtement son métier en respectant les principes fondamentaux, il s'élargit considérablement au moment du traitement et de la diffusion. Le proverbe qui dit qu'abondance de biens ne nuit pas n'est pas valable pour la presse. Les journalistes sont quotidiennement assaillis d'informations, et de demandes de diffusion, en tous genres, en plus des sujets auxquels ils ont réfléchi et qu'ils souhaitent traiter.

Or les journaux ont une pagination précise, car le papier coûte cher, et il faut laisser de la place aux publicités, qui assurent l'équilibre financier. Les journaux des radios ou des télévisions ont eux aussi des temps d'antenne bien précis et strictement limités. Il faut donc en permanence faire le tri entre les informations que l'on va traiter et la place que l'on va leur donner, et celles qui seront écartées, car considérées comme secondaires, voire sans intérêt.

Difficile également, dans une société où la maîtrise du discours à destination du public est devenue une préoccupation majeure, de ne pas tomber dans le piège des petites phrases assassines, placées au bon endroit pour que leur impact soit garanti, en passant à côté de l'essentiel dissimulé dans la langue de bois. Le choix s'impose parfois de lui-même, mais ce n'est pas toujours le cas.

L'obligation de faire en permanence des choix implique à la fois un risque d'uniformisation, chacun faisant comme le voisin, ou attendant qu'il donne l'exemple. Elle peut aussi provoquer un affadissement complet, les sujets hors des sentiers battus, difficiles ou pouvant être polémiques, étant passés à la trappe, sous prétexte qu'il y a déjà bien d'autres thèmes à traiter. Le plus grand risque serait alors de ne pas en prendre.

Quelles que soient les précautions prises par le journaliste sur le recueil, la vérification et le traitement de ses informations, il reste encore un écueil contre lequel il ne peut pas grand chose : la façon dont il va être perçu et compris. L'article, une fois écrit et imprimé, ou la séquence diffusée, échappent à leur auteur. Toutes les précautions qu'il aura prises pour être clair, précis, exhaustif et avoir replacé les événements dans leur contexte ne peuvent lui garantir qu'il sera compris.

Le plus grand risque, celui qu'on n'avoue pas

Risque physique dans des zones de conflit (huit morts en Afghanistan...), ou dans les trop nombreux pays où la presse reste en liberté très surveillée. Risque moral de vendre sa plume ou de renier ses idéaux. Risque intellectuel d'être trompé, de se tromper ou de tromper le lecteur. La profession de journaliste est bien celle de tous les risques, même si ceux qui la pratiquent ne l'ont pas vraiment choisie pour ça.

Et pourtant, à tous ces risques déjà énumérés s'en ajoute un dernier, le plus dissimulé, et dont on ne parle pas, mais qui est toujours présent : ne pas être à la hauteur de l'événement.

Qu'on me permette sur cet aspect plus intime du personnage du journaliste, de rapporter une anecdote personnelle. Je me souviens d'un départ en trombe de la maison pour couvrir un tremblement de terre au Salvador. J'étais alors, pour l'AFP, directeur pour l'Amérique Centrale et je vivais à San José de Costa Rica. Nous avions juste appris, par une radio salvadorienne qu'un très violent séisme avait touché la capitale. Puis plus rien, le Salvador était coupé du monde. L'avion qui devait m'y amener faisait escale à Managua, Nicaragua, où il s'était rempli de confrères, dont quelques-unes des plus belles plumes de la presse nord-américaine, très concernée à cette époque par ce qui se passait dans cette région du monde qu'ils considèrent comme leur arrière-cour.

Je me souviens encore du trac qui m'a saisi. J'avais l'impression de faire un saut dans l'inconnu, sans nouvelle de nos correspondants locaux ni de la gravité de la situation, alors que j'allais avoir à faire face, professionnellement, à une très sérieuse concurrence. L'importance probable du séisme, la sensation désagréable d'être un peu comme le charognard qui se précipite sur la catastrophe, le sentiment qu'une telle couverture allait impliquer une nouvelle fois un délicat équilibre entre le récit nécessaire d'un drame et de ses conséquences et le voyeurisme, tout cela me mettait mal à l'aise.

Cette crainte de ne pas être à la hauteur, de mal transmettre l'information ou de passer à côté, beaucoup de confrères me l'ont confiée, autour d'un verre, certains soirs de reportages, et toujours avec beaucoup de pudeur. Et ceux qui donnent l'impression d'être les plus sûrs d'eux ne sont pas les moins angoissés. L'expérience n'y change rien, elle permet simplement de mieux gérer.

C'est sans doute, d'ailleurs, l'un des plus beaux attraits du métier de journaliste, que nous ayons toujours à douter, toujours à rester en éveil et à remettre chaque jour les compteurs à zéro, avec à chaque fois le risque de décevoir ou de nous décevoir.

Jean-Pierre Bousquet